

Primas	238\$00
Cruzados finos	232\$00
Penteados saragoços:	
Merinos extra	170\$00
Merinos finos	166\$00
Merinos correntes	162\$00
Primas	160\$00
Cruzados finos	155\$00
Lavados brancos (para carda):	
Merinos extra	214\$00
Merinos finos	208\$00
Merinos correntes	202\$00
Primas	198\$00
Cruzados finos	192\$00
Cruzados médios	182\$00
Cruzados lustrosos	162\$00
Peças e aninhos fortes	148\$00
Pontas e chocas	134\$00
Lavados saragoços (para carda):	
Merinos extra	140\$00
Merinos finos	136\$00
Merinos correntes	132\$00
Primas	130\$00
Cruzados finos	125\$00
Cruzados médios	120\$00
Cruzados lustrosos	108\$00
Peças e aninhos fortes	105\$00
Pontas e chocas	100\$00
Lãs churras de tosquia:	
Lavados brancos:	
Correntes:	
Velos brancos	148\$00
Velos pigmentados (amarelos)	145\$00
Velos interpolados (jardos)	142\$00
Aninhos	140\$00
Peças de 1.ª	136\$00
Peças de 2.ª	130\$00
Peças de 3.ª	124\$00
Normal:	
Velos brancos	146\$00
Velos pigmentados (amarelos)	143\$00
Velos interpolados (jardos)	140\$00
Aninhos	138\$00
Peças de 1.ª	134\$00
Peças de 2.ª	130\$00
Peças de 3.ª	124\$00

Lavados saragoços: menos 30%.

Serão desvalorizadas até 20% todas as lãs que apresentem restos de marcas a tinta com base em substâncias resistentes à lavagem industrial.

O Secretário de Estado das Finanças, *José António da Silveira Godinho*. — O Secretário de Estado da Transformação e Mercados, *Jaime António Morais Figo*. — O Secretário de Estado da Indústria, *Alberto António Justiniano*.

MINISTÉRIO DO TRABALHO

Decreto n.º 88/81

de 14 de Julho

O Governo decreta, nos termos da alínea c) do artigo 200.º da Constituição, o seguinte:

Artigo único. É aprovada, para ratificação, a Convenção n.º 95, relativa à protecção do salário, adoptada pela Conferência Internacional do Trabalho na

sua 32.ª sessão, cujo texto em francês e respectiva tradução para português vão anexos ao presente decreto.

Visto e aprovado em Conselho de Ministros de 30 de Abril de 1981. — *Francisco José Pereira Pinto Bal-sessão*.

Assinado em 19 de Maio de 1981.

Publique-se.

O Presidente da República, ANTÓNIO RAMALHO EANES.

CONVENTION 95, CONCERNANT LA PROTECTION DU SALAIRE

La Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail,

Convoquée à Genève par le conseil d'administration du Bureau international du Travail, et s'y étant réunie le 8 juin 1949, en sa trente-deuxième session;

Après avoir décidé d'adopter diverses propositions relatives à la protection du salaire, question qui constitue le septième point à l'ordre du jour de la session;

Après avoir décidé que ces propositions prendraient la forme d'une convention internationale,

adopte, ce premier jour de juillet mil neuf cent quarante-neuf, la convention ci-après, qui sera dénommée «Convention sur la protection du salaire, 1949».

ARTICLE 1

Aux fins de la présente Convention, le terme «salaire» signifie, quels qu'en soient la dénomination ou le mode de calcul, la rémunération ou les gains susceptibles d'être évalués en espèces et fixés par accord ou par la législation nationale, qui sont dus en vertu d'un contrat de louage de services, écrit ou verbal, par un employeur à un travailleur, soit pour le travail effectué ou devant être effectué, soit pour les services rendus ou devant être rendus.

ARTICLE 2

1 — La présente Convention s'applique à toutes personnes auxquelles un salaire est payé ou payable.

2 — L'autorité compétente, après consultation des organisations d'employeurs et de travailleurs, là où de telles organisations existent et y sont directement intéressées, pourra exclure de l'application de l'ensemble ou de certaines des dispositions de la présente Convention, les catégories de personnes qui travaillent dans des circonstances et dans des conditions d'emploi telles que l'application de l'ensemble ou de certains desdites dispositions ne conviendrait pas, et qui ne sont pas employées à des travaux manuels ou qui sont employées à des services domestiques ou à des occupations analogues.

3 — Tout Membre doit indiquer, dans son premier rapport annuel à soumettre sur l'application de la présente Convention en vertu de l'article 22 de la Constitution de l'Organisation internationale du Tra-

vail, toute catégorie de personnes qu'il se propose d'exclure de l'application de l'ensemble ou de l'une des dispositions de la convention conformément aux termes du paragraphe précédent. Par la suite, aucun Membre ne pourra procéder à des exclusions, sauf en ce qui concerne les catégories de personnes ainsi indiquées.

4 — Tout Membre ayant indiqué dans son premier rapport annuel les catégories de personnes qu'il se propose d'exclure de l'application de l'ensemble ou de l'une des dispositions de la présente Convention doit indiquer, dans ses rapports ultérieurs, les catégories de personnes pour lesquelles il renonce au droit de recourir aux dispositions du paragraphe 2 du présent article, et tout progrès qui pourrait avoir été effectué en vue de l'application de la présente Convention à ces catégories de personnes.

ARTICLE 3

1 — Les salaires payables en espèces seront payés exclusivement en monnaie ayant cours légal, et le paiement sous forme de billets à ordre, de bons, de coupons ou sous toute autre forme censée représenter la monnaie ayant cours légal sera interdit.

2 — L'autorité compétente pourra permettre ou prescrire le paiement du salaire par chèque tiré sur une banque ou par chèque ou mandat postal, lorsque ce mode de paiement est de pratique courante ou est nécessaire en raison de circonstances spéciales, lorsqu'une convention collective ou une sentence arbitrale le prévoit ou lorsque, à défaut de telles dispositions, le travailleur intéressé y consent.

ARTICLE 4

1 — La législation nationale, les conventions collectives ou les sentences arbitrales peuvent permettre le paiement partiel du salaire en nature dans les industries ou professions où ce mode de paiement est de pratique courante ou souhaitable en raison de la nature de l'industrie ou de la profession en cause. Le paiement du salaire sous forme de spiritueux ou de drogues nuisibles ne sera admis en aucun cas.

2 — Dans les cas où le paiement partiel du salaire en nature est autorisé, des mesures appropriées seront prises pour que:

- a) Les prestations en nature servent à l'usage personnel du travailleur et de sa famille et soient conformes à leur intérêt;
- b) La valeur attribuée à ces prestations soit juste et raisonnable.

ARTICLE 5

Le salaire sera payé directement au travailleur intéressé, à moins que la législation nationale, une convention collective ou une sentence arbitrale n'en dispose autrement ou que le travailleur intéressé n'accepte un autre procédé.

ARTICLE 6

Il est interdit à l'employeur de restreindre de quelque manière que ce soit la liberté du travailleur de disposer de son salaire à son gré.

ARTICLE 7

1 — Lorsqu'il est créé, dans le cadre d'une entreprise, des économats pour vendre des marchandises aux travailleurs ou des services destinés à leur fournir des prestations, aucune contrainte ne sera exercée sur les travailleurs intéressés pour qu'ils fassent usage de ces économats ou services.

2 — Lorsqu'il n'est pas possible d'accéder à d'autres magasins ou services, l'autorité compétente prendra des mesures appropriées tendant à obtenir que les marchandises soient vendues et que les services soient fournis à des prix justes et raisonnables, ou que les économats ou services établies par l'employeur ne soient pas exploités dans le but d'en retirer un bénéfice mais dans l'intérêt des travailleurs intéressés.

ARTICLE 8

1 — Des retenues sur les salaires ne seront autorisées que dans des conditions et limites prescrites par la législation nationale ou fixées par une convention collective ou une sentence arbitrale.

2 — Les travailleurs devront être informés, de la façon que l'autorité compétente considérera comme la plus appropriée, des conditions et des limites dans lesquelles de telles retenues pourront être effectuées.

ARTICLE 9

Est interdite toute retenue sur les salaires dont le but est d'assurer un paiement direct ou indirect par un travailleur à un employeur, à son représentant ou à un intermédiaire quelconque (tel qu'un agent chargé de recruter la main-d'œuvre) en vue d'obtenir ou de conserver un emploi.

ARTICLE 10

1 — Le salaire ne pourra faire l'objet de saisie ou de cession que selon les modalités et dans les limites prescrites par la législation nationale.

2 — Le salaire doit être protégé contre la saisie ou la cession dans la mesure jugée nécessaire pour assurer l'entretien du travailleur et de sa famille.

ARTICLE 11

1 — En cas de faillite ou de liquidation judiciaire d'une entreprise, les travailleurs employés dans celle-ci auront rang de créanciers privilégiés soit pour les salaires qui leur sont dus au titre de services fournis au cours d'une période antérieure à la faillite ou à la liquidation et qui sera prescrite par la législation nationale, soit pour les salaires qui ne dépassent pas un montant prescrit par la législation nationale.

2 — Le salaire constituant une créance privilégiée sera payé intégralement avant que les créanciers ordinaires ne puissent revendiquer leur quote-part.

3 — L'ordre de priorité de la créance privilégiée constituée par le salaire, par rapport aux autres créances privilégiées, doit être déterminé par la législation nationale.

ARTICLE 12

1 — Le salaire sera payé à intervalles réguliers. A moins qu'il n'existe d'autres arrangements satis-

faisants qui assurent le paiement du salaire à des intervalles réguliers, les intervalles auxquels le salaire doit être payé seront prescrits par la législation nationale ou fixés par une convention collective ou une sentence arbitrale.

2 — Lorsque le contrat de travail prend fin, le règlement final de la totalité du salaire dû sera effectué conformément à la législation nationale, à une convention collective ou à une sentence arbitrale, ou, à défaut d'une telle législation, d'une telle convention ou d'une telle sentence, dans un délai raisonnable, compte tenu des dispositions du contrat.

ARTICLE 13

1 — Le paiement du salaire, lorsqu'il est fait en espèces, sera effectué les jours ouvrables seulement, et au lieu du travail ou à proximité de celui-ci, à moins que la législation nationale, une convention collective ou une sentence arbitrale n'en dispose autrement ou que d'autres arrangements dont les travailleurs intéressés auront eu connaissance paraissent plus appropriés.

2 — Le paiement du salaire est interdit dans les débits de boissons ou autres établissements similaires et, si la prévention des abus l'exige, dans les magasins de vente au détail et dans les lieux de divertissement, sauf lorsqu'il s'agit de personnes occupées dans lesdits établissements.

ARTICLE 14

S'il y a lieu, des mesures efficaces seront prises en vue d'informer les travailleurs d'une manière appropriée et facilement compréhensible:

- a) Des conditions de salaire qui leur seront applicables, et cela avant qu'ils ne soient affectés à un emploi ou à l'occasion de tous changements dans ces conditions;
- b) Lors de chaque paiement de salaire, des éléments constituant leur salaire pour la période de paie considérée, dans la mesure où ces éléments sont susceptibles de varier.

ARTICLE 15

La législation donnant effet aux dispositions de la présente convention doit:

- a) Être portée à la connaissance des intéressés;
- b) Préciser les personnes chargées d'en assurer l'exécution;
- c) Prescrire des sanctions appropriées en cas d'infraction;
- d) Prévoir, dans tous les cas où il y a lieu, la tenue d'états suivant une forme et une méthode appropriées.

ARTICLE 16

Les rapports annuels qui doivent être présentés aux termes de l'article 22 de la Constitution de l'Organisation internationale du Travail contiendront des renseignements complets sur les mesures donnant effet aux dispositions de la présente Convention.

ARTICLE 17

1 — Lorsque le territoire d'un Membre comprend de vastes régions où, en raison du caractère clairsemé de la population ou de l'état de leur développement, l'autorité compétente estime impraticable d'appliquer les dispositions de la présente Convention, elle peut, après consultation des organisations d'employeurs et de travailleurs intéressés, là où de telles organisations existent, exempter lesdites régions de l'application de la Convention, soit d'une manière générale, soit avec les exceptions qu'elle juge appropriées à l'égard de certaines entreprises ou de certains travaux.

2 — Tout Membre doit indiquer, dans son premier rapport annuel à soumettre sur l'application de la présente Convention en vertu de l'article 22 de la Constitution de l'Organisation internationale du Travail, toute région pour laquelle il se propose d'avoir recours aux dispositions du présent article, et doit donner les raisons pour lesquelles il se propose d'avoir recours à ces dispositions. Par la suite, aucun Membre ne pourra recourir aux dispositions du présent article, sauf en ce qui concerne les régions qu'il aura ainsi indiquées.

3 — Tout Membre recourant aux dispositions du présent article doit reconsidérer, à des intervalles n'excédant pas trois années et en consultation avec les organisations d'employeurs et de travailleurs intéressés, là où de telles organisations existent, la possibilité d'étendre l'application de la présente Convention aux régions exemptées en vertu du paragraphe 1.

4 — Tout Membre recourant aux dispositions du présent article doit indiquer, dans ses rapports annuels ultérieurs, les régions pour lesquelles il renonce au droit de recourir auxdites dispositions, et tout progrès qui pourra avoir été effectué en vue de l'application progressive de la présente Convention dans de telles régions.

ARTICLE 18

Les ratifications formelles de la présente Convention seront communiquées au directeur général du Bureau international du Travail et par lui enregistrées.

ARTICLE 19

1 — La présente Convention ne liera que les Membres de l'Organisation internationale du Travail dont la ratification aura été enregistrée par le directeur général.

2 — Elle entrera en vigueur douze mois après que les ratifications de deux Membres auront été enregistrées par le directeur général.

3 — Par la suite, cette Convention entrera en vigueur pour chaque Membre douze mois après la date où sa ratification aura été enregistrée.

ARTICLE 20

1 — Les déclarations qui seront communiquées au directeur général du Bureau international du Travail, conformément au paragraphe 2 de l'article 35 de la Constitution de l'Organisation internationale du Travail, devront faire connaître:

- a) Les territoires pour lesquels le Membre intéressé s'engage à ce que les dispositions de

la Convention soient appliquées sans modification;

- b) Les territoires pour lesquels il s'engage à ce que les dispositions de la Convention soient appliquées avec des modifications, et en quoi consistent lesdites modifications;
- c) Les territoires auxquels la Convention est inapplicable et, dans ces cas, les raisons pour lesquelles elle est inapplicable;
- d) Les territoires pour lesquels il réserve sa décision en attendant un examen plus approfondi de la situation à l'égard desdits territoires.

2 — Les engagements mentionnés aux alinéas a) et b) du premier paragraphe du présent article seront réputés parties intégrantes de la ratification et porteront des effets identiques.

3 — Tout Membre pourra renoncer par une nouvelle déclaration à tout ou partie des réserves contenues dans sa déclaration antérieure en vertu des alinéas b), c) et d) du premier paragraphe du présent article.

4 — Tout Membre pourra, pendant les périodes au cours desquelles la présente Convention, peut être dénoncée conformément aux dispositions de l'article 22, communiquer au directeur général une nouvelle déclaration modifiant à tout autre égard les termes de toute déclaration antérieure et faisant connaître la situation dans des territoires déterminés.

ARTICLE 21

1 — Les déclarations communiquées au directeur général du Bureau international du Travail conformément aux paragraphes 4 et 5 de l'article 35 de la Constitution de l'Organisation internationale du Travail doivent indiquer si les dispositions de la Convention seront appliquées dans le territoire avec ou sans modifications; lorsque la déclaration indique que les dispositions de la Convention s'appliquent sous réserve de modifications, elle doit spécifier en quoi consistent lesdites modifications.

2 — Le Membre ou les Membres ou l'autorité internationale intéressés pourront renoncer entièrement ou partiellement, par une déclaration ultérieure, au droit d'invoquer une modification indiquée dans une déclaration antérieure.

3 — Le Membre ou les Membres ou l'autorité internationale intéressés pourront, pendant les périodes au cours desquelles la Convention peut être dénoncée conformément aux dispositions de l'article 22, communiquer au directeur général une nouvelle déclaration modifiant à tout autre égard les termes d'une déclaration antérieure et faisant connaître la situation en ce qui concerne l'application de cette convention.

ARTICLE 22

1 — Tout Membre ayant ratifié la présente Convention peut la dénoncer à l'expiration d'une période de dix années après la date de la mise en vigueur initiale de la Convention, par un acte communiqué au directeur général du Bureau international du Travail et par lui enregistré. La dénonciation ne prendra effet qu'une année après avoir été enregistrée.

2 — Tout Membre ayant ratifié la présente Convention qui, dans le délai d'une année après l'expiration de la période de dix années mentionnée au paragraphe précédent, ne fera pas usage de la faculté de dénonciation prévue par le présent article sera lié pour une nouvelle période de dix années et, par la suite, pourra dénoncer la présente Convention à l'expiration de chaque période de dix années dans les conditions prévues au présent article.

ARTICLE 23

1 — Le directeur général du Bureau international du Travail notifiera à tous les Membres de l'Organisation internationale du Travail l'enregistrement de toutes les ratifications, déclarations et dénonciations qui lui seront communiquées par les Membres de l'Organisation.

2 — En notifiant aux Membres de l'Organisation l'enregistrement de la deuxième ratification qui lui aura été communiquée, le directeur général appellera l'attention des Membres de l'Organisation sur la date à laquelle la présente Convention entrera en vigueur.

ARTICLE 24

Le directeur général du Bureau international du Travail communiquera au Secrétaire général des Nations Unies aux fins d'enregistrement, conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies, des renseignements complets au sujet de toutes ratifications, de toutes déclarations et de tous actes de dénonciation qu'il aura enregistrés conformément aux articles précédents.

ARTICLE 25

A l'expiration de chaque période de dix années à compter de l'entrée en vigueur de la présente Convention, le Conseil d'administration du Bureau international du Travail devra présenter à la Conférence générale un rapport sur l'application de la présente Convention et décidera s'il y a lieu d'inscrire à l'ordre du jour de la Conférence la question de sa révision totale ou partielle.

ARTICLE 26

1 — Au cas où la Conférence adopterait une nouvelle Convention portant révision totale ou partielle de la présente Convention, et à moins que la nouvelle convention ne dispose autrement:

- a) La ratification par un Membre de la nouvelle convention portant révision entraînerait de plein droit, nonobstant l'article 22 ci-dessus, dénonciation immédiate de la présente Convention, sous réserve que la nouvelle convention portant révision soit entrée en vigueur;
- b) A partir de la date de l'entrée en vigueur de la nouvelle convention portant révision, la présente Convention cesserait d'être ouverte à la ratification des Membres.

2 — La présente Convention demeurerait en tout cas en vigueur dans sa forme et teneur pour les Membres qui l'auraient ratifiée et qui ne ratifieraient pas la convention portant révision.

ARTICLE 27

Les versions française et anglaise du texte de la présente Convention font également foi.

CONVENÇÃO N.º 95, RELATIVA A PROTECÇÃO DO SALÁRIO

A Conferência Geral da Organização Internacional do Trabalho:

Convocada para Genebra pelo conselho de administração da Repartição Internacional do Trabalho a 8 de Junho de 1949, na sua 32.ª sessão; Depois de ter decidido adoptar diversas propostas relativas à protecção do salário, questão que constitui o sétimo ponto da ordem do dia da sessão;

Após ter decidido que essas propostas tomariam a forma de uma convenção internacional,

adopta neste dia 1 de Julho de 1949 a seguinte Convenção, que será denominada «Convenção sobre a Protecção do Salário, 1949»:

ARTIGO 1.º

Para os fins da presente Convenção, o termo «salário» significa, sejam quais forem a sua denominação ou o seu modo de cálculo, a remuneração ou os ganhos susceptíveis de serem avaliados em dinheiro e fixados por acordo ou pela legislação nacional que são devidos em virtude de um contrato de trabalho, escrito ou verbal, por uma entidade patronal a um trabalhador, quer pelo trabalho efectuado ou a efectuar quer pelos serviços prestados ou a prestar.

ARTIGO 2.º

1 — A presente Convenção aplica-se a todas as pessoas a quem for pago ou pagável um salário.

2 — A autoridade competente, após consulta das organizações patronais e de trabalhadores, onde tais organizações existirem e forem directamente interessadas, poderá excluir da aplicação de todas ou certas disposições da presente Convenção as categorias de pessoas que trabalhem em circunstâncias e em condições de emprego tais que a aplicação de todas ou de certas das ditas disposições não seja conveniente e que não estejam empregadas em trabalhos manuais ou que estejam empregadas em serviços domésticos ou ocupações análogas.

3 — Qualquer Estado Membro deve indicar no seu primeiro relatório anual a apresentar sobre a aplicação da presente Convenção, em virtude do artigo 22.º da Constituição da Organização Internacional do Trabalho, todas as categorias de pessoas que se propõe excluir da aplicação do conjunto ou de alguma das disposições da Convenção, de acordo com os termos do parágrafo anterior. Em seguida, nenhum Membro poderá proceder a exclusões, salvo no que respeita às categorias de pessoas assim indicadas.

4 — Qualquer Membro que tiver indicado no seu relatório anual as categorias de pessoas que se propõe excluir da aplicação do conjunto ou de alguma das disposições da presente Convenção deve indicar, nos

seus relatórios ulteriores, as categorias de pessoas para as quais renuncia ao direito de recorrer às disposições do parágrafo 2 do presente artigo e qualquer progresso que possa ter sido efectuado com vista à aplicação da presente Convenção a essas categorias de pessoas.

ARTIGO 3.º

1 — Os salários pagáveis em dinheiro serão pagos exclusivamente em moedas com cotação legal, e o pagamento sob a forma de promissórias, títulos, senhas ou sob qualquer outra forma considerada como representando a moeda com cotação legal será proibido.

2 — A autoridade competente poderá permitir ou prescrever o pagamento do salário por meio de cheque sacado sobre um banco ou por meio de cheque ou vale postal, quando este modo de pagamento for prática corrente ou for necessário devido a circunstâncias especiais, quando uma convenção colectiva ou uma sentença arbitral o previrem ou quando, na falta dessas disposições, o trabalhador interessado der o seu consentimento.

ARTIGO 4.º

1 — A legislação nacional, as convenções colectivas ou as sentenças arbitrais podem permitir o pagamento parcial do salário em géneros nas indústrias ou profissões em que este modo de pagamento for prática corrente ou desejável devido à natureza da indústria ou da profissão em causa. O pagamento do salário sob a forma de espíritos ou de drogas nocivas não será admitido em nenhum caso.

2 — Nos casos em que o pagamento parcial do salário em géneros for autorizado, tomar-se-ão medidas apropriadas para que:

- a) Os pagamentos em géneros sirvam para o uso pessoal do trabalhador e da sua família e sejam conformes com o seu interesse;
- b) O valor atribuído a esses pagamentos seja justo e razoável.

ARTIGO 5.º

O salário será pago directamente ao trabalhador interessado, a não ser que a legislação nacional, uma convenção colectiva ou uma sentença arbitral disponham de outro modo ou que o trabalhador interessado aceite outro processo.

ARTIGO 6.º

É proibido à entidade patronal limitar, seja de que maneira for, a liberdade de o trabalhador dispor do seu salário conforme a sua vontade.

ARTIGO 7.º

1 — Quando forem criados no âmbito de uma empresa economatos para venderem mercadorias aos trabalhadores ou serviços destinados a fornecerem-lhes abonos, não será exercida nenhuma coacção sobre os trabalhadores interessados para que estes utilizem esses economatos ou serviços.

2 — Quando não for possível o acesso a outras lojas ou serviços, a autoridade competente tomará

medidas apropriadas tendentes a conseguir que as mercadorias sejam vendidas e os serviços fornecidos a preços justos e razoáveis ou que os economatos ou serviços estabelecidos pela entidade patronal não sejam explorados com o fim de tirar lucros deles, mas para vantagem dos trabalhadores interessados.

ARTIGO 8.º

1 — Não serão autorizados descontos sobre os salários, a não ser em condições e limites prescritos para legislação nacional ou fixados por uma convenção colectiva ou uma sentença arbitral.

2 — Os trabalhadores deverão ser informados, do modo que a autoridade competente considerar como mais apropriado, sobre as condições e limites em que tais descontos poderão ser efectuados.

ARTIGO 9.º

É proibido todo e qualquer desconto sobre os salários cujo fim seja assegurar um pagamento directo ou indirecto a uma entidade patronal, ao seu representante ou a qualquer outro intermediário (como um agente encarregado de recrutar a mão-de-obra) a fim de obter ou conservar um emprego.

ARTIGO 10.º

1 — O salário só poderá ser objecto de penhora ou de cessão nas modalidades e nos limites prescritos pela legislação nacional.

2 — O salário deve ser protegido contra a penhora ou a cessão na medida considerada necessária para assegurar o sustento do trabalhador e da sua família.

ARTIGO 11.º

1 — Em caso de falência ou de liquidação judicial de uma empresa, os trabalhadores nela empregados terão categoria de credores privilegiados, quer para os salários que lhes são devidos a título de serviços fornecidos durante um período anterior à falência ou à liquidação e que será prescrito pela legislação nacional, quer para os salários que não ultrapassem um montante prescrito pela legislação nacional.

2 — O salário que constitua um crédito privilegiado será pago integralmente antes que os credores ordinários possam reivindicar a sua quota-parte.

3 — A ordem de prioridade do crédito privilegiado constituído pelo salário, em relação a outros créditos privilegiados, deve ser determinada pela legislação nacional.

ARTIGO 12.º

1 — O salário será pago com intervalos regulares. A não ser que existam outras disposições satisfatórias que assegurem o pagamento do salário com intervalos regulares, os intervalos em que o salário deve ser pago serão prescritos pela legislação nacional ou fixados por uma convenção colectiva ou uma sentença arbitral.

2 — Quando o contrato de trabalho cessar, o pagamento final da totalidade do salário devido será efectuado de acordo com a legislação nacional, com uma convenção ou com uma sentença arbitral, ou, na falta

de tal legislação, de tal convenção ou de tal sentença, será efectuado num prazo razoável, tendo em consideração as disposições do contrato.

ARTIGO 13.º

1 — O pagamento do salário, quando feito em dinheiro, será efectuado apenas nos dias úteis e no local de trabalho ou perto deste, a não ser que a legislação nacional, uma convenção colectiva ou uma sentença arbitral disponham de outro modo ou que pareçam mais apropriadas outras disposições de que os trabalhadores interessados tenham tido conhecimento.

2 — É proibido o pagamento do salário nos estabelecimentos de venda de bebidas ou noutros estabelecimentos similares e, se a prevenção dos abusos o exigir, nos estabelecimentos de venda a retalho e nos lugares de diversão, excepto quando se trate de pessoas que trabalham nos ditos estabelecimentos.

ARTIGO 14.º

Se necessário, tomar-se-ão medidas eficazes a fim de informar os trabalhadores de maneira apropriada e facilmente compreensível:

- a) Sobre as condições de salário que lhes forem aplicáveis, e isto antes de eles serem colocados num emprego ou sempre que se verificarem quaisquer mudanças nessas condições;
- b) Por ocasião de cada pagamento de salário, sobre os elementos que constituem o seu salário durante o período de prestação considerado, na medida em que esses elementos forem susceptíveis de variar.

ARTIGO 15.º

A legislação que efectivar as disposições da presente Convenção deve:

- a) Ser dada a conhecer aos interessados;
- b) Especificar as pessoas encarregadas de assegurar a sua execução;
- c) Prescrever sanções apropriadas em caso de infracção;
- d) Prever, sempre que necessário, a manutenção de registos segundo forma e método apropriados.

ARTIGO 16.º

Os relatórios anuais que devem ser apresentados, nos termos do artigo 22.º da Constituição da Organização Internacional do Trabalho, conterão informações completas sobre as medidas de efectivação das disposições da presente Convenção.

ARTIGO 17.º

1 — Quando o território de um Estado Membro abranger vastas regiões onde, devido ao carácter disperso da população ou ao estado do seu desenvolvimento, a autoridade competente considere impraticável aplicar as disposições da presente Convenção, essa autoridade pode, após consulta às organizações patronais e de trabalhadores interessadas onde tais organizações existam, isentar essas mesmas regiões da

aplicação da Convenção, quer de modo geral, quer com as excepções que julgar apropriadas relativamente a certas empresas ou certos trabalhos.

2 — Qualquer Membro deve indicar, no seu primeiro relatório anual a apresentar sobre a aplicação da presente Convenção em virtude do artigo 22.º da Constituição da Organização Internacional do Trabalho, todas as regiões para as quais se propõe recorrer às disposições do presente artigo e indicar as razões por que se propõe recorrer a essas disposições. Posteriormente, nenhum Membro poderá recorrer às disposições do presente artigo, excepto no tocante às regiões que tiver assim indicado.

3 — Qualquer Membro que recorrer às disposições do presente artigo deve reconsiderar ao fim de períodos não superiores a três anos e em consulta às organizações patronais e de trabalhadores interessadas, onde tais organizações existam, a possibilidade de alargar a aplicação da presente Convenção às regiões isentas em virtude do parágrafo 1.

4 — Qualquer Membro que recorrer às disposições do presente artigo deve indicar, nos seus relatórios anuais ulteriores, as regiões para as quais renuncia ao direito de recorrer às ditas disposições e qualquer progresso que possa ter sido efectuado com vista à aplicação progressiva da presente Convenção em tais regiões.

ARTIGO 18.º

As ratificações formais da presente convenção serão comunicadas ao director-geral da Repartição Internacional do Trabalho e por ele registadas.

ARTIGO 19.º

1 — A presente convenção obrigará apenas os Membros da Organização Internacional do Trabalho cuja ratificação tiver sido registada pelo director-geral.

2 — A convenção entrará em vigor doze meses após registadas pelo director-geral as ratificações de dois Membros.

3 — Em seguida, esta Convenção entrará em vigor para cada Membro doze meses após a data em que tiver sido registada a sua ratificação.

ARTIGO 20.º

1 — As declarações que forem comunicadas ao director-geral da Repartição Internacional do Trabalho, de acordo com o parágrafo 2 do artigo 35.º da Constituição da Organização Internacional do Trabalho, deverão dar a conhecer:

- a) Os territórios para os quais o Membro interessado se compromete a que as disposições da Convenção sejam aplicadas sem modificação;
- b) Os territórios para os quais o Membro se compromete a que as disposições da convenção sejam aplicadas com modificações, e em que consistem as ditas modificações;
- c) Os territórios aos quais a Convenção é inaplicável e, nesses casos, as razões por que é inaplicável;
- d) Os territórios para os quais o Membro reserva a sua decisão, enquanto espera um

exame mais aprofundado da situação relativa aos ditos territórios.

2 — Os compromissos mencionados nas alíneas a) e b) do primeiro parágrafo do presente artigo serão considerados como partes integrantes da ratificação e produzirão efeitos idênticos.

3 — Qualquer Membro poderá renunciar, através de nova declaração, a todas ou a parte das reservas contidas na sua declaração anterior em virtude das alíneas b), c) e d) do primeiro parágrafo do presente artigo.

4 — Qualquer Estado Membro poderá, nos períodos durante os quais a presente Convenção pode ser denunciada de acordo com as disposições do artigo 22.º, comunicar ao director-geral uma nova declaração que modifique a qualquer outro título os termos de qualquer declaração anterior e que dê a conhecer a situação em territórios determinados.

ARTIGO 21.º

1 — As declarações comunicadas ao director-geral da Repartição Internacional do Trabalho de acordo com os parágrafos 4 e 5 do artigo 35.º da Constituição da Organização Internacional do Trabalho devem indicar se as disposições da Convenção serão aplicadas no território com ou sem modificações; quando a declaração indicar que as disposições da Convenção se aplicam sob reserva de modificações, deve especificar em que consistem essas modificações.

2 — O Membro ou os Membros ou a autoridade internacional interessados poderão renunciar inteira ou parcialmente, através de uma declaração ulterior, ao direito de invocar uma modificação indicada numa declaração anterior.

3 — O Membro ou os Membros ou a autoridade internacional interessados poderão, nos períodos durante os quais a Convenção pode ser denunciada de acordo com as disposições do artigo 22.º, comunicar ao director-geral uma nova declaração que modifique a qualquer outro título os termos de uma declaração anterior e que dê a conhecer a situação no que respeita à aplicação desta Convenção.

ARTIGO 22.º

1 — Qualquer Membro que tiver ratificado a presente Convenção poderá denunciá-la decorrido um período de dez anos, a contar da data da entrada em vigor inicial da Convenção, por comunicação enviada ao director-geral da Repartição Internacional do Trabalho e por ele registada. A denúncia só produzirá efeito um ano após ter sido registada.

2 — Qualquer Membro que tiver ratificado a presente Convenção e que, no prazo de um ano, após ter expirado o período de dez anos mencionado no parágrafo anterior, não fizer uso da faculdade de denúncia prevista no presente artigo ficará obrigado por um novo período de dez anos e poderá depois denunciar a presente Convenção, nas condições previstas no presente artigo, no termo de cada período de dez anos.

ARTIGO 23.º

1 — O director-geral da Repartição Internacional do Trabalho participará a todos os Membros da Or-

ganização Internacional do Trabalho o registo de todas as ratificações, declarações e denúncias que lhe forem comunicadas pelos Membros da Organização.

2— Ao notificar os Membros da Organização do registo da segunda ratificação que lhe tiver sido comunicada, o director-geral chamará a atenção dos Membros da Organização para a data da entrada em vigor da presente Convenção.

ARTIGO 24.º

O director-geral da Repartição Internacional do Trabalho comunicará ao Secretário-Geral das Nações Unidas, para fins de registo, de acordo com o artigo 102.º da Carta das Nações Unidas, informações completas sobre todas as ratificações, todas as declarações e todos os actos de denúncia que tiver registado de acordo com os artigos anteriores.

ARTIGO 25.º

Sempre que o considere necessário, o conselho de administração da Repartição Internacional do Trabalho apresentará à conferência geral um relatório sobre a aplicação da presente Convenção e examinará a oportunidade de inscrever na ordem do dia da conferência a questão da sua revisão total ou parcial.

ARTIGO 26.º

1— No caso de a conferência adoptar uma nova convenção que implique uma revisão total ou parcial da presente Convenção, e salvo disposição em contrário da nova convenção:

- a) A ratificação por um membro da nova convenção revista implicará de pleno direito, não obstante o artigo 22.º atrás enunciado, a denúncia imediata da presente Convenção, desde que a nova convenção revista tenha entrado em vigor;
- b) A partir da data da entrada em vigor da nova convenção revista a presente Convenção deixará de estar aberta à ratificação dos Membros.

2— A presente Convenção manter-se-á, em todo o caso, em vigor, na sua forma e conteúdo, para os Membros que a tiverem ratificado e que não ratificarem a convenção revista.

ARTIGO 27.º

As versões francesa e inglesa do texto da presente Convenção fazem igualmente fé.

MINISTÉRIOS DO TRABALHO E DOS ASSUNTOS SOCIAIS

Decreto-Lei n.º 213/81

de 14 de Julho

O Inatel— Instituto Nacional para Aproveitamento dos Tempos Livres dos Trabalhadores prossegue objectivos e desenvolve actividades em todo

o território nacional, em razão do que se justifica a representação das regiões autónomas na sua orgânica.

Sendo, por outro lado, ao conselho geral que compete definir, nos limites legalmente estabelecidos, as linhas gerais de actuação do Instituto e acompanhar a execução das respectivas actividades, a referida representação das regiões autónomas deverá fazer-se naquele órgão.

Impõe-se, em tal conformidade, adaptar a constituição do conselho geral do Inatel sem que, todavia, deste acto deva resultar alterada a sua composição numérica.

Enunciando, de novo, a constituição do referido órgão para nele incluir a representação das regiões autónomas, aproveita-se a oportunidade para ajustar a representação dos departamentos ministeriais à orgânica actual do executivo, por forma que se mantenha a mencionada composição.

Assim, ouvidas as regiões autónomas:

O Governo decreta, nos termos da alínea a) do n.º 1 do artigo 201.º da Constituição, o seguinte:

Artigo 1.º O n.º 1 do artigo 28.º do Decreto-Lei n.º 519-J2/79, de 29 de Dezembro, passa a ter a seguinte redacção:

O conselho geral é constituído por dez representantes das organizações sindicais, um representante do Ministério do Trabalho, um representante do Ministério dos Assuntos Sociais, um representante do Ministério das Finanças e do Plano, um representante do Ministério da Educação e Ciência, um representante do Ministério do Comércio e Turismo, um representante do Ministério da Qualidade de Vida, um representante da Secretaria de Estado da Cultura, um representante do Governo da Região Autónoma da Madeira, um representante do Governo da Região Autónoma dos Açores e um representante da Mesa da Santa Casa da Misericórdia de Lisboa para a gerência das Apostas Mútuas Desportivas.

Art. 2.º Os representantes das regiões autónomas no conselho geral substituem um dos representantes do Ministério do Trabalho e um dos representantes do Ministério dos Assuntos Sociais, designados ao abrigo da disposição referida no artigo anterior, assumindo, a partir da substituição, as funções que aqueles vinham exercendo.

Art. 3.º O presente diploma entra em vigor no dia seguinte ao da sua publicação.

Visto e aprovado em Conselho de Ministros de 21 de Maio de 1981. — *Francisco José Pereira Pinto Balsemão*.

Promulgado em 1 de Julho de 1981.

Publique-se.

O Presidente da República, ANTÓNIO RAMALHO EANES.

MINISTÉRIO DOS ASSUNTOS SOCIAIS

Decreto n.º 89/81

de 14 de Julho

O Decreto n.º 484/73, de 27 de Setembro, criou, à semelhança do que já acontecera no seguro social